

(N° 156.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 8 AVRIL 1908.

Proposition de loi concernant le couchage du personnel des établissements industriels et commerciaux (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. VERHAEGEN.

MESSIEURS,

L'objet de la proposition de loi déposée, le 25 janvier 1907, par MM. Maenhaut et consorts a été justifié par ses auteurs dans les termes suivants :

« A maintes reprises, sur tous les bancs de la Chambre, et depuis plus de » dix ans, on demande une notable amélioration dans l'habitation et le » couchage de nos ouvriers briquetiers, des ouvriers terrassiers et autres » qui logent sur les chantiers mêmes. A maintes reprises aussi, des orateurs » de tous les partis ont signalé à MM. les Ministres du Travail et des Travaux » publics l'état déplorable, je dirai même intolérable et scandaleux, de la » plupart des baraques d'habitation et de couchage actuelles. Les autorités » compétentes promirent leur bienveillante intervention auprès des patrons; » malheureusement jusqu'à ce jour aucune amélioration n'a été apportée à » cette situation ».

Les sections, réunies le 22 février 1907, ont toutes adopté la proposition de loi.

La Section centrale, lors de sa première réunion, a tenu à s'informer du rôle joué par les inspecteurs du travail dans la surveillance des locaux affectés temporairement au logement des ouvriers briquetiers, terrassiers et autres. Elle a adressé, le 15 mars 1907, trois questions à ce propos à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.

(1) Proposition de loi, n° 56 (session de 1906-1907).

(2) La section centrale, présidée par M. Nerinx, était composée de MM. Verhaegen, Versteyle, Cambier, Anseele, Léonard, Cousot.

Nous reproduisons ici ces questions avec les réponses du Ministre :

QUESTIONS.

I.—Les Inspecteurs du travail visitent-ils les cambuses, baraquements ou autres locaux affectés aux ouvriers briquetiers, houblonniers, terrassiers ou autres attachés temporairement et en dehors des milieux habités, soit à des entreprises privées, soit à des entreprises de travaux publics?

II.—S'ils les visitent, quelles observations ont-ils communiquées au Ministre à propos de leurs visites?

III.—S'ils ne les visitent pas, comment le Ministre explique-t-il cette omission en présence d'une situation lamentable, signalée à bon droit par M. Maenhaut?

RÉPONSES.

Les Inspecteurs du travail visitent les cambuses affectées au logement des ouvriers briquetiers. Ils n'ont pas compétence pour s'occuper des conditions de logement des ouvriers houblonniers, terrassiers ou autres, employés dans des entreprises privées ou publiques qui ne sont pas classées parmi les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

A la suite de ces visites, des rapports détaillés signalant la situation défectueuse des abris servant de logement aux ouvriers briquetiers ont été adressés par les inspecteurs du travail au Ministre et aux autorités compétentes. Ces rapports concluaient à ce que des conditions destinées à améliorer la salubrité des logements des ouvriers briquetiers fussent imposées dans les octrois d'autorisation aux exploitants de briqueteries permanentes. Ces propositions des Inspecteurs du Travail furent suivies d'effet. Depuis, ces fonctionnaires ont dressé des procès-verbaux à charge de patrons briquetiers qui ne s'étaient pas conformés aux conditions précitées de leur octroi d'autorisation et des condamnations ont été prononcées de ce chef par les tribunaux compétents.

Voir réponse à la question précédente.

A en juger par la réponse donnée à la deuxième question, il semblerait que

toutes les mesures ont été prises pour couper court aux abus. Il n'en est rien cependant. Les auteurs de la proposition l'affirment très nettement. Aussi la section centrale s'est-elle déclarée unanimement d'accord avec ces derniers pour inviter la Chambre à prendre des mesures législatives sur la matière.

Un membre a exprimé l'avis que la proposition de loi entre dans des détails d'application qu'un arrêté royal pourrait mieux régler. La loi devrait se borner à poser les principes de façon complète et claire et laisser au Gouvernement le soin de les appliquer.

Ce membre a soumis à la section centrale un texte nouveau destiné, dans sa pensée, à remplacer celui de MM. Maenhaut et consorts.

Après une discussion sur les articles qui la composent, la section centrale a légèrement amendé la nouvelle proposition et l'a adoptée provisoirement, tout en chargeant son rapporteur de demander l'avis de M. le Ministre de l'Industrie et du Travail. On trouvera le nouveau texte à la suite du rapport.

Le Ministre a, de son côté, amendé les textes qui lui étaient soumis et a communiqué à la section centrale, sous la date du 12 mars 1908, la proposition suivante :

PROPOSITION DE LOI CONCERNANT LE LOGEMENT DES OUVRIERS EMPLOYÉS DANS LES BRIQUETERIES ET SUR LES CHANTIERS.

ARTICLE PREMIER.

Le Gouvernement est autorisé à prescrire les mesures propres à assurer la salubrité, la sécurité et la décence des locaux affectés temporairement au logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers. Ces mesures peuvent être imposées tant aux ouvriers, s'il y a lieu, qu'aux patrons ou chefs d'entreprise.

ART. 2.

L'exercice du pouvoir déterminé à l'article précédent est soumis aux restrictions formulées dans l'article 2 de la loi du 2 juillet 1899, concernant la sécurité et la santé des ouvriers employés dans les entreprises industrielles et commerciales.

ART. 3.

Les délégués du Gouvernement pour la surveillance de l'exécution de la présente loi, ont la libre entrée dans les locaux visés au premier article.

La constatation et la répression des infractions auront lieu conformément à la loi du 5 mai 1888, relative à l'inspection des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Ce texte s'inspire manifestement de la loi du 2 juillet 1899 concernant la

sécurité et la santé des ouvriers employés dans les entreprises industrielles et commerciales. Il offre, en son article premier, une disposition suffisamment générale et suffisamment précise pour pouvoir atteindre désormais tous les locaux affectés temporairement au logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers.

Il a été formellement entendu que tout local, fût-il préexistant à l'affectation temporaire dont il est question plus haut, tomberait sous l'application de la loi proposée.

Seules les hôtelleries permanentes demeureront sous la surveillance des administrateurs communaux. Si des abus existent de ce côté, des mesures spéciales peuvent être prises. Elles ne sauraient entrer dans le cadre de celles que le projet actuel propose de prendre à propos des locaux temporairement affectés au logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers.

La section centrale a adopté la nouvelle rédaction, qui se rapproche du reste de celle qu'elle avait provisoirement substituée à la proposition de MM. Maenhaut et consorts.

Toutefois elle a décidé, à l'unanimité, de maintenir la disposition qu'elle avait proposée et qui prohibe le débit et l'offre de boissons alcooliques dans les locaux affectés temporairement au logement des ouvriers. Elle a donné à cette disposition la forme suivante :

En aucun cas, il ne peut être débité ou offert dans ces locaux de boissons alcooliques.

On trouvera à la suite du rapport :

- 1° Le texte de la proposition de MM. Maenhaut et consorts ;
- 2° Le texte de la proposition formulée par la section centrale ;
- 3° Le texte de la proposition de M. le Ministre de l'Industrie et du Travail, texte accepté par la section centrale moyennant d'y ajouter, à la fin de l'article premier, le sous-amendement imprimé en caractères italiques.

Le rapport a été adopté à l'unanimité.

Le Rapporteur,

VERHAEGEN

Le Président,

E. NÉRINCX.

Texte de la proposition de loi de MM. Maenhaut
et consorts.

ARTICLE PREMIER.

Le cube d'air des locaux affectés au couchage du personnel employé dans les briqueteries et par les entrepreneurs sur les chantiers ne devra pas être inférieur à 14 mètres cubes par personne. Les locaux seront largement aérés. Ils seront, à cet effet, munis de fenêtres ou autres ouvertures à châssis mobiles donnant directement sur le dehors. Ceux de ces locaux qui ne seraient pas ventilés par une cheminée, devront être pourvus d'un mode de ventilation continue.

ART. 2.

Les dortoirs devront avoir une hauteur moyenne de 2^m.60 au moins; une hauteur moindre, mais supérieure à 2^m.40 pourra être tolérée dans les dortoirs des ateliers établis avant la promulgation de la présente loi. Quand le plafond sera corps avec le toit de la maison, il devra être imperméable et revêtu d'un enduit pour interstices. A défaut d'une épaisseur de maçonnerie de 30 centimètres au moins, les parois extérieures devront comprendre une couche d'air ou de matériaux isolants d'une épaisseur suffisante pour protéger l'occupant contre les variations brusques de la température.

Tekst van het wetsvoorstel
ingediend door den heer Maenhaut en medeleden.

EERSTE ARTIKEL.

De luchtinhoud der lokalen, bestemd voor de slaapplaatsen van het personeel werkzaam op de steenbakkerijen en van dit door de aannemers op de werven gebruikt, mag niet minder dan 14 kubieke meter per persoon bedragen. De lokalen moeten ruim gelucht worden. Daartoe zijn ze voorzien van vensters of andere openingen met beweegbare ramen die rechtstreeks naar buiten opengaan. De lokalen, die geene verse lucht krijgen door een schoorsteen, moeten voorzien zijn van een stelsel van doorgaande luchtverversching.

ART. 2.

De slaapzalen moeten eene gemiddelde hoogte hebben van ten minste 2^m60; eene mindere hoogte, doch 2^m40 te boven gaande, kan worden geduld in de slaapzalen der werkplaatsen die bestonden vóór de afkondiging van deze wet. Indien de zoldering één is met het dak van het huis, zal zij waterdicht moeten zijn en bedekt met eene stof die de tusschenruimte stopt. Heeft het metselwerk niet eene dikte van ten minste 30 centimeter, zoo moeten de buitenwanden eene luchtlaag bevatten ofwel niet geleidende afsluitende materialen, dik genoeg om den bewoner te beschermen tegen de plotselinge veranderingen van temperatuur.

Texte de la proposition de loi de M. Maenhaut
et consorts.

ART. 5.

Les ménages devront avoir chacun une chambre distincte. Les pièces à usage de dortoirs ne pourront contenir que des personnes d'un même sexe, disposant chacune, pour son usage exclusif, d'une literie comprenant châssis, sommier ou paille-asse, matelas, traversin, paire de draps, couverture et meuble ou placard pour les effets. Les lits seront séparés les uns des autres par une distance de 80 centimètres au moins. Il est interdit de faire coucher le personnel dans les ateliers, magasins ou locaux quelconques affectés à un usage industriel ou commercial. Cette disposition ne s'applique pas aux gardiens jugés nécessaires pour la surveillance de nuit.

ART. 4.

Le sol des dortoirs sera formé d'un revêtement imperméable ou d'un revêtement jointif se prêtant facilement au lavage. Les murs seront recouverts soit d'un enduit permettant un lavage efficace, soit d'une peinture à la chaux. La peinture à la chaux sera refaite toutes les fois que la propreté l'exigera et au moins tous les trois ans.

ART. 5.

La literie sera maintenue con-

Tekst van het wetsvoorstel
ingediend door den heer Maenhaut en medeleden.

ART. 3.

De huisgezinnen moeten elk eene afzonderlijke kamer hebben. De voor slaapzalen gebruikte vertrekken mogen slechts personen van een zelfde kunne bevatten, van welke ieder voor zijn uitsluitend gebruik beschikken kan over beddegoed, bestaande uit bedstel, ondermatras of stroozak, matras, peluw, twee bedlakens, deken en meubel of hangkast voor de kleederen. De bedden moeten van elkaar verwijderd staan op een afstand van ten minste 80 centimeter. Het is verboden het personeel te doen slapen in de werkplaatsen, magazijnen of welkdanige lokalen ook, die zijn bestemd voor nijverheids- of koophandelsgebruik. Deze bepaling is niet van toepassing op de bewakers die noodig worden geoordeeld voor het toezicht des nachts.

ART. 4.

De vloer der slaapzalen bestaat uit een ondoordringbaar bekleedsel of een invoegsel dat gemakkelijk kan geschrobt worden. De muren worden bedekt hetzij met eene pleistering die doelmatig kan worden afgewassen, hetzij met eene kalklaag. Deze kalkschildering zal vernieuwd worden zoo dikwijls de zindelijkheid dit eischen zal en minstens alle drie jaar.

ART. 5.

Het beddegoed moet steeds in

Texte de la proposition de loi de MM. Maenhaut
et consorts.

stamment en bon état de propreté. Les draps servant au couchage seront blanchis tous les mois au moins et, en outre, chaque fois que les lits changeront d'occupants. Les matelas seront cardés au moins tous les deux ans et les paillasses renouvelées au moins deux fois par an.

ART. 6.

Les dortoirs ne seront jamais encombrés et le linge sale ne devra pas y séjourner. Ils seront maintenus dans un état constant de propreté, soit par un lavage, soit par un nettoyage à l'aide de brosses ou de linges humides. Cette opération ainsi que la mise en état des lits devra être répétée tous les jours. Toutes les mesures seront prises, le cas échéant, pour la destruction des insectes.

Il sera tenu à la disposition du personnel de l'eau potable.

ART. 7.

Les pièces affectées aux dortoirs ne devront pas être traversées par des conduits de fumée autres qu'en maçonnerie étanche. Ces pièces n'auront pas de communication directe avec des cabinets d'aisances, égouts, plombs, puisards.

ART. 8.

Le délai d'exécution des travaux de transformation qu'implique la

Tekst van het wetsvoorstel
ingediend door den heer Maenhaut en medeleden.

goeden staat worden behouden. De bedlakens voor de slaapsteden dienen te worden gewasschen ten minste eens in de maand en bovendien telkens als de bedden door een ander worden beslapen. De matrassen moeten geeraard worden minstens alle twee jaar en de stroozakken vernieuwd minstens tweemaal per jaar.

ART. 6.

De slaapzalen mogen nooit versperd zijn en het vuil linnen mag daarin niet blijven. Zij moeten in voortdurenden staat van reinheid worden gehouden, hetzij door waschen, hetzij door schoonmaak met borstels of natte doeken. Deze bewerking, evenals het opmaken der bedden, moet dagelijks herhaald worden. Alle maatregelen moeten worden genomen om, zoo noodig, de insecten te verdelgen.

Ter beschikking van het personeel moet gehouden worden drinkbaar water.

ART. 7.

De voor slaapzalen bestemde kamers mogen niet worden doorsneden door rookgeleidingen anders dan in waterdicht metselwerk. Deze kamers mogen geen rechtstreeksche verbinding hebben met gemakken, riolen, looden goten, zinkputten.

ART. 8.

De termijn tot uitvoering der werken van herstelling, door deze

Texte de la proposition de loi de MM. Maenhaut
et consorts.

présente loi est fixé à un an à compter de sa promulgation.

ART. 9.

Le texte de la présente loi sera affiché dans toutes les pièces à usage de dortoir.

ART. 10.

En cas de contravention à la présente loi, l'ouvrier pourra demander la résiliation de son contrat de travail, sans préjudice à des dommages-intérêts s'il y a lieu.

ART. 11.

Sans préjudice de la sanction prévue à l'article précédent, toute infraction à la présente loi sera punie des peines prévues par l'article 40 de la loi du 16 août 1887, portant réglementation du paiement des salaires.

ART. 12.

Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution de la présente loi.

Tekst van het wetsvoorstel
ingediend door den heer Maenhaut en medeleden.

wet noodzakelijk gemaakt, wordt bepaald op één jaar te rekenen van hare afkondiging.

ART. 9.

De tekst van deze wet zal worden aangeplakt in al de voor slaapzalen bestemde vertrekken.

ART. 10.

Ingeval van overtreding van deze wet, kan de werkman de verbreking van zijne arbeidsovereenkomst vragen, onverminderd eene schadeloosstelling, zoo daartoe aanleiding bestaat.

ART. 11.

Onverminderd de gevolgen voorzien bij het vorig artikel, wordt elke overtreding van deze wet gestraft met de straffen voorzien bij artikel 40 der wet van 16 Augustus 1887, waarbij de betaling der loonen wordt geregeld.

ART. 12.

De Minister van Arbeid wordt belast met de uitvoering van deze wet.

Texte proposé par la section centrale.

ARTICLE PREMIER.

Les locaux temporairement affectés au service et au couchage de travailleurs embrigadés au nombre de cinq au moins, en vue de participer soit à des entreprises d'ordre privé, soit à des entreprises de travaux publics et qui présentent un caractère passager ou saisonnier, doivent être construits, établis ou aménagés de façon à respecter les prescriptions de l'hygiène, celles de la sécurité et les exigences de la morale.

ART. 2.

En aucun cas, il ne peut y être débité ou offert de boissons alcooliques.

ART. 3.

Un arrêté royal détermine le programme d'après lequel ces locaux doivent être construits, établis ou aménagés, ainsi que les conditions auxquelles ils doivent satisfaire pour respecter les prescriptions de l'hygiène, celles de la sécurité et les exigences de la morale.

ART. 4.

Les délégués du Gouvernement pour l'inspection ont la libre entrée dans les locaux désignés à l'art 1^{er}. Ils surveillent l'exécution de la présente loi et constatent les infractions

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

EERSTE ARTIKEL.

De lokalen, tijdelijk bestemd voor den dienst en de slaapsteden van arbeiders die, ten getale van ten minste vijf, zijn aangeworven om deel te nemen, hetzij aan ondernemingen van privaten aard, hetzij aan ondernemingen van openbare werken, welke ondernemingen kort van duur of van het jaargetijde afhankelijk zijn, moeten derwijze zijn gebouwd, opgericht of ingericht dat zij voldoen aan wat de gezondheid, de veiligheid en de zedelijkheid vereischen.

ART. 2.

In geen geval mogen aldaar geestrijke dranken worden verkocht of aangeboden.

ART. 3.

Een koninklijk besluit bepaalt het programma naar hetwelk deze lokalen behooren te worden gebouwd, opgericht of ingericht, alsmede de vereischen waaraan zij moeten voldoen met het oog op de gezondheid, de veiligheid en de zedelijkheid.

ART. 4.

Zij, die door de Regeering met het toezicht zijn belast, hebben vrijen toegang tot de in artikel 1 beschreven lokalen. Zij waken over de uitvoering van deze wet en stellen

Texte proposé par la section centrale.

par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire.

Une copie du procès-verbal est remise au contrevenant, dans les quarante-huit heures, à peine de nullité.

ART. 5.

Les personnes qui contreviennent à la présente loi sont passibles d'une amende de 25 à 500 francs.

En cas de récidive, l'amende est doublée.

ART. 6.

La présente loi entrera en vigueur un an après sa publication.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

de overtredingen vast in processen-verbaal, welke gelden als bewijs zoolang het tegendeel niet is bewezen.

Op straffe van nietigheid wordt, binnen acht en veertig uren, den overtreder een afschrift van het proces-verbaal ter hand gesteld.

ART. 5.

De personen, die deze wet overtreden, worden gestraft met eene boete van 25 tot 500 frank.

Ingeval van herhaling, wordt de boete op het dubbel gebracht.

ART. 6.

Deze wet treedt in werking een jaar na hare afkondiging.

Texte proposé par le Gouvernement.

Proposition de loi concernant le logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers.

ARTICLE PREMIER.

Le Gouvernement est autorisé à prescrire les mesures propres à assurer la salubrité, la sécurité et la décence des locaux affectés temporairement au logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers. Ces mesures peuvent être imposées tant aux ouvriers, s'il y a lieu, qu'aux patrons ou chefs d'entreprises.

En aucun cas, il ne peut être débité ou offert dans ces locaux de boissons alcooliques.

ART. 2.

L'exercice du pouvoir déterminé à l'article précédent est soumis aux restrictions formulées dans l'article 2 de la loi du 2 juillet 1899, concernant la sécurité et la santé des ouvriers employés dans les entreprises industrielles et commerciales.

ART. 3

Les délégués du Gouvernement pour la surveillance de l'exécution

Tekst door de Regeering voorgesteld.

Wetsvoorstel betreffende de huisvesting van op steenbakkerijen en werven gebruikte werklieden.

EERSTE ARTIKEL.

De Regeering wordt gemachtigd de geschikte maatregelen voor te schrijven tot verzekering van de gezondheid, de veiligheid en de betamelijkheid van de lokalen, tijdelijk bestemd voor de werklieden gebruikt op steenbakkerijen en werven. Deze maatregelen kunnen, zoo daartoe redenen zijn, zoowel aan de werklieden als aan de patroons of hoofden van onderneming worden opgelegd.

In geen geval mogen in die lokalen geestrijke dranken worden verkocht of aangeboden.

ART. 2.

De uitoefening van de in het vorig artikel omschreven macht wordt onderworpen aan de beperkingen vervat in artikel 2 der wet van 2 Juli 1899 betreffende de veiligheid en de gezondheid van de werklieden gebruikt in nijverheids- en handelsondernemingen.

ART. 3.

Zij, die door de Regeering zijn aangesteld om te waken over de uit-

Texte proposé par le Gouvernement.

Tekst door de Regeering voorgesteld.

de la présente loi ont la libre entrée dans les locaux visés au premier article.

La constatation et la répression des infractions auront lieu conformément à la loi du 5 mai 1888, relative à l'inspection des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

voering van deze wet, hebben vrijen toegang tot de lokalen, in het eerste artikel bedoeld.

De vaststelling en de beteugeling van de overtredingen geschieden overeenkomstig de wet van 5 Mei 1888 betreffende het toezicht over de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen.

(1)
(N^o 456.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 8 APRIL 1908.

Wetsvoorstel betreffende de slaapsteden van het personeel der nijverheids- en handelsinrichtingen (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER VERHAEGEN.

MIJNE HEEREN,

Het op 25 Januari 1907 door den heer Maenhaut en medeleden ingediend wetsvoorstel werd door dezen in de volgende bewoordingen gerechtvaardigd :

« Sedert meer dan tien jaren werd, op al de banken der Kamer, herhaaldelijk gevraagd dat aan de werklieden der steenbakkerijen, aan de aardwerkers en andere arbeiders, die op de werven zelf vernachten, merkelijk betere woon- en slaapsteden zouden verschaft worden. Herhaaldelijk ook hebben sprekers van al de partijen de aandacht van de heeren Ministers van Arbeid en van Openbare Werken getrokken op den jammerlijken, ja, ondraaglijken en schandelijken toestand waarin zich thans bevinden de voor woon- en slaapsteden bestemde barakken. De bevoegde overheden beloofden hare welwillende tussenkomst bij de patroons, doch, ongelukkig, tot hiertoe kwam er geene verbetering in dien toestand. »

De Afdeelingen vergaderden den 22ⁿ Februari 1907; alle hebben het wetsvoorstel aangenomen.

In den loop harer eerste bijeenkomst, besloot de Middenafdeeling inlichtingen in te winnen omtrent de wijze waarop de ambtenaren, die zijn belast met het toezicht over de lokalen, tijdelijk bestemd voor de huisvesting der steenbakkerswerklieden, aardwerkers en meer anderen, hunne zending vervullen. Zij heeft dan ook, naar aanleiding daarvan, op 15 Maart 1907, drie vragen gericht tot den heer Minister van Nijverheid en Arbeid.

(1) Wetsvoorstel, n^o 56. (Zittingsjaar 1906-1907.)

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Nerinx, was samengesteld uit de heeren Verhaegen, Versteylen, Cambier, Ansele, Léonard, Cousot.

Ziehier deze vragen met het antwoord van den Minister :

Vragen.

I. — Wordt door de Arbeidsopzieners toezicht uitgeoefend op de kambuizen, barakken of andere lokalen, bestemd voor de steenbakkerswerklieden, hopplanters, aardwerkers of andere arbeiders die tijdelijk en buiten bewoonde plaatsen arbeiden, hetzij in private ondernemingen, hetzij in ondernemingen van openbare werken?

II. — Ingeval dat toezicht wordt uitgeoefend, welke aanmerkingen hebben zij dan medegedeeld aan den Minister naar aanleiding van hunne bezoeken?

III. — Ingeval er geen toezicht wordt uitgeoefend, hoe legt de Minister dat verzuim uit, waar het den ellendigen toestand geldt, die door den heer Maenhaut terecht werd aangeklaagd?

Antwoorden.

De Arbeidsopzieners bezoeken de kambuizen bestemd voor de huisvesting der steenbakkerswerklieden. Zij zijn niet bevoegd om na te gaan welke de inrichting is van de lokalen bestemd voor de huisvesting der hopplanters, aardwerkers of andere werklieden arbeidende in private of openbare ondernemingen die niet behooren tot de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen.

Naar aanleiding van die bezoeken, werden omstandige verslagen door de Arbeidsopzieners gezonden aan den Minister en aan de bevoegde overheden : daarin wordt gewezen op den gebrekkigen staat van de plaatsen bestemd voor de steenbakkerswerklieden. Door deze verslagen werd voorgesteld dat men in de vergunningsakte aan de ondernemers van bestendige steenbakkerijen maatregelen zou opleggen ten einde de plaatsen, bestemd voor de huisvesting der steenbakkers, gezonder te maken. Aan de voorstellen van de Arbeidsopzieners werd gevolg gegeven. Sedert hebben die ambtenaren processen-verbaal opgemaakt ten laste van de meesters-steenbakkers die de hun opgelegde bepalingen der vergunningsakte niethadden nagekomen ; en uit dien hoofde werden bedoelde meesters-steenbakkers door de bevoegde rechtbanken veroordeeld.

Zie het antwoord op de vorige vraag.

Uit het antwoord, dat op de tweede vraag werd gegeven, schijnt te blijken dat men al de vereischte maatregelen heeft genomen om de misbruiken te doen ophouden. Dat is nochtans het geval niet. De onderteekenaars van het voorstel bevestigen het op zeer duidelijke wijze. Ook waren al de leden der Middenafdeeling het met die onderteekenaars eens om de Kamer te verzoeken de zaak op te lossen door eene wet.

Een lid was van meening dat het wetsvoorstel bijzaken behandelt, die behooren tot de toepassing der wet: volgens dit lid, zouden zij beter kunnen geregeld worden door een koninklijk besluit. De wet dient enkel de beginselen op volledige en duidelijke wijze te bepalen en aan de Regeering de zorg over te laten om ze toe te passen.

Dat lid deelde aan de Middenafdeeling een nieuwen tekst mede, die, naar zijne bedoeling, den tekst van den heer Maenhaut en medeleden zou vervangen.

Na over de artikelen van dien nieuwen tekst te hebben beraadslaagd, heeft de Middenafdeeling dezen eenigszins gewijzigd en voorloopig goedgekeurd; tevens heeft zij haren verslaggever gelast, hieromtrent het gevoel van den heer Minister van Nijverheid en Arbeid in te winnen. Bedoelde nieuwe tekst is als bijlage van het verslag opgenomen.

Zijnerzijds, wijzigde de heer Minister den hem onderworpen tekst, en den 12^{en} Maart 1908 deelde hij aan de Middenafdeeling het volgende voorstel mede:

WETSVOORSTEL BETREFFENDE DE HUISVESTING VAN OP STEENBAKKERIJEN EN WERVEN GEBRUIKTE WERKLIEDEN:

EERSTE ARTIKEL.

De Regeering wordt gemachtigd de geschikte maatregelen voor te schrijven tot verzekering van de gezondheid, de veiligheid en de betamelijkheid van de lokalen, tijdelijk bestemd voor de werklieden gebruikt op steenbakkerijen en werven. Deze maatregelen kunnen, zoo daartoe redenen zijn, zoowel aan de werklieden als aan de patroons of hoofden van onderneming worden opgelegd.

ART. 2.

De uitoefening van de in het vorig artikel omschreven macht wordt onderworpen aan de beperkingen vervat in artikel 2 der wet van 2 Juli 1899 betreffende de veiligheid en de gezondheid van de werklieden gebruikt in nijverheids- en handelsondernemingen.

ART. 3.

Zij, die door de Regeering zijn aangesteld om te waken over de uitvoering van deze wet, hebben vrijen toegang tot de lokalen, in het eerste artikel bedoeld.

De vaststelling en de beteugeling van de overtredingen geschieden overeenkomstig de wet van 3 Mei 1888 betreffende het toezicht over de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen.

Deze tekst gaat blijkbaar uit van de wet van 2 Juli 1899 op de veiligheid en de gezondheid der werklieden, die in nijverheids- en handelsondernemingen arbeiden. De bepaling van het eerste artikel is ruim en duidelijk genoeg om voortaan te kunnen toegepast worden op al de lokalen, tijdelijk bestemd voor de huisvesting der werklieden die op steenbakkerijen en werven arbeiden,

Uitdrukkelijk werd verstaan dat de voorgestelde wet van toepassing zou zijn op elk lokaal, al bestond het vóór bedoelde tijdelijke bestemming.

Alleen de bestendige logementen blijven onderworpen aan het toezicht van de gemeentebesturen. Moesten er op dat gebied misbruiken zijn, dan zal men bijzondere maatregelen kunnen nemen. Zij behooren niet tot het soort van maatregelen welke het huidige ontwerp voorstelt te nemen betreffende de lokalen, tijdelijk bestemd voor de huisvesting der werklieden die op steenbakkerijen en werven arbeiden.

De Middenafdeeling heeft den nieuwen tekst aangenomen : overigens, deze stemt nagenoeg overeen met den tekst dien zij verloopig had goedgekeurd ter vervanging van het voorstel van den heer Maenhaut en medeleden.

Doch met algemeene stemmen heeft zij beslist de door haar voorgestelde bepaling te handhaven, krachtens welke het verboden wordt geestrijke dranken te verkoopen of aan te bieden in de lokalen, tijdelijk bestemd voor de huisvesting der werklieden. De tekst van bedoelde bepaling luidt als volgt :

In geen geval mogen in die lokalen geestrijke dranken worden verkocht of aangeboden.

Op dit verslag volgt :

1^o De tekst van het wetsvoorstel ingediend door den heer Maenhaut en medeleden ;

2^o De tekst voorgesteld door de Middenafdeeling ;

3^o De tekst voorgesteld door den heer Minister van Nijverheid en Arbeid en die door de Middenafdeeling werd aangenomen mits daaraan, na het eerste artikel, wordt toegevoegd het met cursiefletters gedrukte subamendement.

Het verslag werd met algemeene stemmen goedgekeurd.

De Verslaggever,

VERHAEGEN.

De Voorzitter,

E. NERINCX.

Texte de la proposition de loi de MM. Maenhaut
et consorts.

ARTICLE PREMIER.

Le cube d'air des locaux affectés au couchage du personnel employé dans les briqueteries et par les entrepreneurs sur les chantiers ne devra pas être inférieur à 14 mètres cubes par personne. Les locaux seront largement aérés. Ils seront, à cet effet, munis de fenêtres ou autres ouvertures à châssis mobiles donnant directement sur le dehors. Ceux de ces locaux qui ne seraient pas ventilés par une cheminée, devront être pourvus d'un mode de ventilation continue.

ART. 2.

Les dortoirs devront avoir une hauteur moyenne de 2^m.60 au moins; une hauteur moindre, mais supérieure à 2^m.40 pourra être tolérée dans les dortoirs des ateliers établis avant la promulgation de la présente loi. Quand le plafond fera corps avec le toit de la maison, il devra être imperméable et revêtu d'un enduit pour interstices. A défaut d'une épaisseur de maçonnerie de 30 centimètres au moins, les parois extérieures devront comprendre une couche d'air ou de matériaux isolants d'une épaisseur suffisante pour protéger l'occupant contre les variations brusques de la température.

Tekst van het wetsvoorstel
ingediend door den heer Maenhaut en medeleden.

EERSTE ARTIKEL.

De luchtinhoud der lokalen, bestemd voor de slaappleatsen van het personeel werkzaam op de steenbakkerijen en van dit door de aannemers op de werven gebruikt, mag niet minder dan 14 kubieke meter per persoon bedragen. De lokalen moeten ruim gelucht worden. Daartoe zijn ze voorzien van vensters of andere openingen met beweegbare ramen die rechtstreeks naar buiten opengaan. De lokalen, die geene verse lucht krijgen door een schoorsteen, moeten voorzien zijn van een stelsel van doorgaande luchtverversching.

ART. 2.

De slaapzalen moeten eene gemiddelde hoogte hebben van ten minste 2^m60; eene mindere hoogte, doch 2^m40 te boven gaande, kan worden geduld in de slaapzalen der werkplaatsen die bestonden vóór de afkondiging van deze wet. Indien de zoldering één is met het dak van het huis, zal zij waterdicht moeten zijn en bedekt met eene stof die de tusschenruimte stopt. Heeft het metselwerk niet eene dikte van ten minste 50 centimeter, zoo moeten de buitenwanden eene luchtlaag bevatten ofwel niet geleidende afsluitende materialen, dik genoeg om den bewoner te beschermen tegen de plotselinge veranderingen van temperatuur.

Texte de la proposition de loi de MM. Maenhaut
et consorts.

ART. 3.

Les ménages devront avoir chacun une chambre distincte. Les pièces à usage de dortoirs ne pourront contenir que des personnes d'un même sexe, disposant chacune, pour son usage exclusif, d'une literie comprenant châssis, sommier ou paille-lasse, matelas, traversin, paire de draps, couverture et meuble ou placard pour les effets. Les lits seront séparés les uns des autres par une distance de 80 centimètres au moins. Il est interdit de faire coucher le personnel dans les ateliers, magasins ou locaux quelconques affectés à un usage industriel ou commercial. Cette disposition ne s'applique pas aux gardiens jugés nécessaires pour la surveillance de nuit.

ART. 4.

Le sol des dortoirs sera formé d'un revêtement imperméable ou d'un revêtement jointif se prêtant facilement au lavage. Les murs seront recouverts soit d'un enduit permettant un lavage efficace, soit d'une peinture à la chaux. La peinture à la chaux sera refaite toutes les fois que la propreté l'exigera et au moins tous les trois ans.

ART. 5.

La literie sera maintenue con-

Tekst van het wetsvoorstel
ingediend door den heer Maenhaut en medeleden.

ART. 3.

De huisgezinnen moeten elk eene afzonderlijke kamer hebben. De voor slaapzalen gebruikte vertrekken mogen slechts personen van een zelfde kunne bevatten, van welke ieder voor zijn uitsluitend gebruik beschikken kan over beddegoed, bestaande uit bedstel, ondermatras of stroozak, matras, peluw, twee bedlakens, deken en meubel of hangkast voor de kleederen. De bedden moeten van elkaar verwijderd staan op een afstand van ten minste 80 centimeter. Het is verboden het personeel te doen slapen in de werkplaatsen, magazijnen of welkdanige lokalen ook, die zijn bestemd voor nijverheids- of koophandelsgebruik. Deze bepaling is niet van toepassing op de bewakers die noodig worden geoordeeld voor het toezicht des nachts.

ART. 4.

De vloer der slaapzalen bestaat uit een ondoordringbaar bekleedsel of een invoegsel dat gemakkelijk kan geschrobt worden. De muren worden bedekt hetzij met eene pleistering die doelmatig kan worden afgewasschen, hetzij met eene kalklaag. Deze kalkschildering zal vernieuwd worden zoo dikwijls de zindelijkheid dit eischen zal en minstens alle drie jaar.

ART. 5.

Het beddegoed moet steeds in

Texte de la proposition de loi de MM. Maenhaut
et consorts.

stamment en bon état de propreté. Les draps servant au couchage seront blanchis tous les mois au moins et, en outre, chaque fois que les lits changeront d'occupants. Les matelas seront cardés au moins tous les deux ans et les paillasses renouvelées au moins deux fois par an.

ART. 6.

Les dortoirs ne seront jamais encombrés et le linge sale ne devra pas y séjourner. Ils seront maintenus dans un état constant de propreté, soit par un lavage, soit par un nettoyage à l'aide de brosses ou de linges humides. Cette opération ainsi que la mise en état des lits devra être répétée tous les jours. Toutes les mesures seront prises, le cas échéant, pour la destruction des insectes.

Il sera tenu à la disposition du personnel de l'eau potable.

ART. 7.

Les pièces affectées aux dortoirs ne devront pas être traversées par des conduits de fumée autres qu'en maçonnerie étanche. Ces pièces n'auront pas de communication directe avec des cabinets d'aisances, égouts, plombs, puisards.

ART. 8.

Le délai d'exécution des travaux de transformation qu'implique la

Tekst van het wetsvoorstel
ingediend door den heer Maenhaut en medeleden.

goeden staat worden behouden. De bedlakens voor de slaapsteden dienen te worden gewasschen ten minste eens in de maand en bovendien telkens als de bedden door een ander worden beslapen. De matrassen moeten geeraard worden minstens alle twee jaar en de stroözakken vernieuwd minstens tweemaal per jaar.

ART. 6.

De slaapzalen mogen nooit versperd zijn en het vuil linnen mag daarin niet blijven. Zij moeten in voortdurenden staat van reinheid worden gehouden, hetzij door waschen, hetzij door schoonmaak met borstels of natle doeken. Deze bewerking, evenals het opmaken der bedden, moet dagelijks herhaald worden. Alle maatregelen moeten worden genomen om, zoo noodig, de insecten te verdelgen.

Ter beschikking van het personeel moet gehouden worden drinkbaar water.

ART. 7.

De voor slaapzalen bestemde kamers mogen niet worden doorsneden door rookgeleidingen anders dan in waterdicht metselwerk. Deze kamers mogen geen rechtstreeksche verbinding hebben met gemakken, riolen, looden goten, zinkputten.

ART. 8.

De termijn tot uitvoering der werken van herstelling, door deze

Texte de la proposition de loi de MM. Maenhaut
et consorts.

présente loi est fixé à un an à compter de sa promulgation.

ART. 9.

Le texte de la présente loi sera affiché dans toutes les pièces à usage de dortoir.

ART. 10.

En cas de contravention à la présente loi, l'ouvrier pourra demander la résiliation de son contrat de travail, sans préjudice à des dommages-intérêts s'il y a lieu.

ART. 11.

Sans préjudice de la sanction prévue à l'article précédent, toute infraction à la présente loi sera punie des peines prévues par l'article 10 de la loi du 16 août 1887, portant réglementation du paiement des salaires.

ART. 12.

Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution de la présente loi.

Tekst van het wetsvoorstel
ingediend door den heer Maenhaut en medeleden.

wet noodzakelijk gemaakt, wordt bepaald op één jaar te rekenen van hare afkondiging.

ART. 9.

De tekst van deze wet zal worden aangeplakt in al de voor slaapzalen bestemde vertrekken.

ART. 10.

Ingeval van overtreding van deze wet, kan de werkmán de verbreking van zijne arbeidsovereenkomst vragen, onverminderd eené schadeloosstelling, zoo daartoe aanleiding bestaat.

ART. 11.

Onverminderd de gevolgen voorzien bij het vorig artikel, wordt elke overtreding van deze wet gestraft met de straffen voorzien bij artikel 10 der wet van 16 Augustus 1887, waarbij de betaling der loonen wordt geregeld.

ART. 12.

De Minister van Arbeid wordt belast met de uitvoering van deze wet.

Texte proposé par la section centrale.

ARTICLE PREMIER.

Les locaux temporairement affectés au service et au couchage de travailleurs embrigadés au nombre de cinq au moins, en vue de participer soit à des entreprises d'ordre privé, soit à des entreprises de travaux publics et qui présentent un caractère passager ou saisonnier, doivent être construits, établis ou aménagés de façon à respecter les prescriptions de l'hygiène, celles de la sécurité et les exigences de la morale.

ART. 2.

En aucun cas, il ne peut y être débité ou offert de boissons alcooliques.

ART. 3.

Un arrêté royal détermine le programme d'après lequel ces locaux doivent être construits, établis ou aménagés, ainsi que les conditions auxquelles ils doivent satisfaire pour respecter les prescriptions de l'hygiène, celles de la sécurité et les exigences de la morale.

ART. 4.

Les délégués du Gouvernement pour l'inspection ont la libre entrée dans les locaux désignés à l'art 1^{er}. Ils surveillent l'exécution de la présente loi et constatent les infractions

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

EERSTE ARTIKEL.

De lokalen, tijdelijk bestemd voor den dienst en de slaapsteden van arbeiders die, ten getale van ten minste vijf, zijn aangeworven om deel te nemen, hetzij aan ondernemingen van privaten aard, hetzij aan ondernemingen van openbare werken, welke ondernemingen kort van duur of van het jaargetijde afhankelijk zijn, moeten derwijze zijn gebouwd, opgericht of ingericht dat zij voldoen aan wat de gezondheid, de veiligheid en de zedelijkheid vereischen.

ART. 2.

In geen geval mogen aldaar geestrijke dranken worden verkocht of aangeboden.

ART. 3.

Een koninklijk besluit bepaalt het programma naar hetwelk deze lokalen behooren te worden gebouwd, opgericht of ingericht, alsmede de vereischen waaraan zij moeten voldoen met het oog op de gezondheid, de veiligheid en de zedelijkheid.

ART. 4.

Zij, die door de Regeering met het toezicht zijn belast, hebben vrijen toegang tot de in artikel 1 beschreven lokalen. Zij waken over de uitvoering van deze wet en stellen

Texte proposé par la section centrale.

par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire.

Une copie du procès-verbal est remise au contrevenant, dans les quarante-huit heures, à peine de nullité.

ART. 5.

Les personnes qui contreviennent à la présente loi sont passibles d'une amende de 25 à 500 francs.

En cas de récidive, l'amende est doublée.

ART. 6.

La présente loi entrera en vigueur un an après sa publication.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

de overtredingen vast in processen-verbaal, welke gelden als bewijs zoolang het tegendeel niet is bewezen.

Op straffe van nietigheid wordt, binnen acht en veertig uren, den overtreder een afschrift van het proces-verbaal ter hand gesteld.

ART. 5.

De personen, die deze wet overtreden, worden gestraft met eene boete van 25 tot 500 frank.

Ingeval van herhaling, wordt de boete op het dubbel gebracht.

ART. 6.

Deze wet treedt in werking een jaar na hare afkondiging.

Texte proposé par le Gouvernement.

Proposition de loi concernant le logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers.

ARTICLE PREMIER.

Le Gouvernement est autorisé à prescrire les mesures propres à assurer la salubrité, la sécurité et la décence des locaux affectés temporairement au logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers. Ces mesures peuvent être imposées tant aux ouvriers, s'il y a lieu, qu'aux patrons ou chefs d'entreprises.

En aucun cas, il ne peut être débité ou offert dans ces locaux de boissons alcooliques.

ART. 2.

L'exercice du pouvoir déterminé à l'article précédent est soumis aux restrictions formulées dans l'article 2 de la loi du 2 juillet 1899, concernant la sécurité et la santé des ouvriers employés dans les entreprises industrielles et commerciales.

ART. 3.

Les délégués du Gouvernement pour la surveillance de l'exécution

Tekst door de Regeering voorgesteld.

Wetsvoorstel betreffende de huisvesting van op steenbakkerijen en werven gebruikte werklieden.

EERSTE ARTIKEL.

De Regeering wordt gemachtigd de geschikte maatregelen voor te schrijven tot verzekering van de gezondheid, de veiligheid en de betamelijkheid van de lokalen, tijdelijk bestemd voor de werklieden gebruikt op steenbakkerijen en werven. Deze maatregelen kunnen, zoo daartoe redenen zijn, zoowel aan de werklieden als aan de patroons of hoofden van onderneming worden opgelegd.

In geen geval mogen in die lokalen geestrijke dranken worden verkocht of aangeboden.

ART. 2.

De uitoefening van de in het vorig artikel omschreven macht wordt onderworpen aan de beperkingen vervat in artikel 2 der wet van 2 Juli 1899 betreffende de veiligheid en de gezondheid van de werklieden gebruikt in nijverheids- en handelsondernemingen.

ART. 3.

Zij, die door de Regeering zijn aangesteld om te waken over de uit-

Texte proposé par le Gouvernement.

Tekst door de Regeering voorgesteld.

de la présente loi ont la libre entrée dans les locaux visés au premier article.

La constatation et la répression des infractions auront lieu conformément à la loi du 5 mai 1888, relative à l'inspection des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

voering van deze wet, hebben vrijen toegang tot de lokalen, in het eerste artikel bedoeld.

De vaststelling en de beteugeling van de overtredingen geschieden overeenkomstig de wet van 5 Mei 1888 betreffende het toezicht over de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen.